

Programme des JEA des Nations Unies

TERMES DE RÉFÉRENCE

JEA (Expert associé)



I. Informations générales

- Titre : Expert/e associé/e en prévention du crime et en justice pénale, avec un accent particulier sur les armes à feu et la criminalité transnationale organisée.
- Secteur d'affectation : Fourniture de services fonctionnels et soutien aux travaux de la Section de la lutte contre le trafic d'armes à feu visant à prévenir et combattre le trafic illicite d'armes à feu et ses liens avec la criminalité transnationale organisée et le terrorisme.
- Organisation/Bureau : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Office des Nations Unies à Vienne (UNOV)
- Lieu d'affectation : Vienne, Autriche
[Lieu d'affectation non familial : oui / non X]
- Date requise : Dès que possible
- Durée : 1 an (avec possibilité de prolongation d'une année supplémentaire)
[La prolongation du mandat est soumise à un examen annuel concernant les priorités, la disponibilité des fonds et les performances satisfaisantes.]

II. Supervision

Supervision directe par : Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale, Section de la lutte contre le trafic d'armes à feu, Service de la criminalité organisée et du trafic illicite, Division des traités (FTS/OCB/DTA)

Contenu et méthodologie de la supervision :

La/le JEA travaillera sous la supervision directe du Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale désigné et sous la supervision générale de la Cheffe de Section de la lutte contre le trafic des armes à feu. Grâce à des conseils et des instructions de travail quotidiens, la/le JEA est formé(e) à exercer ses fonctions dans le but d'acquérir progressivement une responsabilité autonome dans son domaine de travail. La/le JEA est encouragé(e) à prendre des initiatives et à avoir une conception proactive de ses fonctions. La supervision impliquera des affectations de travail, la discussion et l'approbation d'un plan de travail limité dans le temps, des conseils réguliers sur la façon d'atteindre les objectifs de travail, l'examen de l'avancement des travaux, l'examen de tous les produits et une évaluation périodique informelle et formelle des performances. Le système d'évaluation des performances des Nations Unies (e-performance) servira de plate-forme principale pour évaluer les performances de la/du JEA.

III. Devoirs, responsabilités et attentes en matière de résultats

La/le JEA soutiendra le travail de la Section de la lutte contre le trafic d'armes à feu, visant à aider les États Membres à lutter contre le trafic illicite d'armes et ses liens avec la criminalité transnationale organisée et le terrorisme, en fournissant une assistance législative et technique pour la ratification et la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC) et son Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, composants et munitions (« Protocole sur les armes à feu »), avec un accent particulier sur l'Afrique occidentale et centrale, les Balkans occidentaux, les Caraïbes et l'Ukraine. La/le JEA soutiendra également l'organisation et le service fonctionnels de la Conférence des Parties et de son Groupe de travail

intergouvernemental sur les armes à feu ainsi que la mise en œuvre de ses résolutions et mandats pertinents, ainsi que le soutien au Mécanisme d'examen de l'application de la UNTOC.

Des tâches spécifiques dans ce cadre général seront établies dans le cadre du plan de travail du titulaire

Dans le cadre de l'autorité qui lui est attribuée, la/le JEA aidera à l'exécution des tâches suivantes :

- Promouvoir la ratification et la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (UNTOC) et de son Protocole sur les armes à feu ;
- Développer des activités de sensibilisation, fournir une assistance législative et un appui technique ; soutenir l'organisation d'événements, de séminaires et d'ateliers de renforcement des capacités de formation et soutenir une collecte et une analyse améliorées des données sur les armes à feu aux niveaux national, régional et international ;
- Fournir des contributions et des conseils substantiels aux organes directeurs sur la question des armes à feu pour soutenir l'élaboration de politiques et la prise de décision aux niveaux national et international ;
- Élaborer des documents et des études spécialisés sur les aspects pertinents liés au régime international de contrôle des armes à feu et à son application aux niveaux national, régional et international ;
- Développer, maintenir et diffuser des outils d'assistance technique spécialisée et de coopération internationale liés aux armes à feu ;
- Aider aux travaux de développement, de gestion, de suivi, de reporting et d'évaluation de projets de la section ;
- Promouvoir la coordination et la coopération interagence, en vue de développer des synergies et des interconnexions entre les instruments pertinents de contrôle des armes, leurs secrétariats et mécanismes respectifs ;
- Rédiger et diffuser des rapports, des notes d'information et d'allocution, des procès-verbaux, des publications et des études liées aux armes à feu et aux domaines connexes.

Des tâches spécifiques dans ce cadre général seront établies dans le cadre du plan de travail du titulaire.

La/le titulaire du poste contribuera aux travaux de la Section de la lutte contre le trafic des armes à feu :

- Aider à la conceptualisation et à la mise en œuvre de stratégies et d'activités pertinentes pour le travail mis en œuvre par la Section de lutte contre le trafic d'armes à feu (FTS) et son Programme mondial sur les armes à feu, en mettant l'accent sur la prévention et la lutte contre le trafic et l'utilisation abusive d'armes à feu dans le contexte de la criminalité organisée et du terrorisme avec un accent particulier sur l'Afrique de l'Ouest et centrale, les Balkans occidentaux, les Caraïbes et l'Ukraine ;
- Aider au déploiement et à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie mondiale contre la criminalité organisée et les armes à feu illicites pour l'ONUDC et les États Membres, et soutenir le suivi et l'analyse de sa mise en œuvre dans toutes les activités de la FTS ;
- Surveiller la situation des armes à feu et les menaces qui y sont associées dans les pays ou régions prioritaires par le biais d'articles dans les médias et par d'autres moyens, et mener des recherches approfondies, législatives et opérationnelles sur un large éventail de questions liées au trafic illicite d'armes à feu et à leurs liens avec la criminalité organisée et le terrorisme dans différentes régions, droit international et autres domaines de spécialisation utilisant plusieurs sources de recherche ;
- Recueillir et analyser la législation nationale et la jurisprudence connexe sur les armes à feu et la criminalité organisée, afin de s'informer des évolutions législatives et judiciaires dans ce domaine ;
- Contribuer à l'assistance législative et technique pour examiner et adopter des cadres juridiques adéquats et pour élaborer des politiques et des plans d'action nationaux dans les pays bénéficiaires en vue d'adhérer et de mettre en œuvre l'UNTOC, le Protocole sur les armes à feu et les instruments mondiaux et régionaux connexes ;
- Entreprendre des évaluations nationales et régionales sur le niveau de mise en œuvre des instruments juridiques pertinents sur la criminalité organisée, les armes à feu et les domaines connexes, y compris la préparation de profils de pays, d'évaluations législatives, d'analyses des lacunes et de

recommandations pour l'adoption de lois nationales et de plans d'action nationaux/régionaux sur la criminalité organisée et le contrôle d'armes à feu ;

- Promouvoir la coordination et la coopération interagence, en vue de développer des synergies et des interconnexions entre les instruments pertinents de contrôle des armes, leurs secrétariats et mécanismes respectifs ;
- Assurer la liaison avec ses homologues au sein de l'ONUSD, tant à Vienne que sur le terrain, et aider à établir des partenariats stratégiques et à favoriser la collaboration avec les parties prenantes concernées dans d'autres parties des Nations Unies, des responsables gouvernementaux, des représentants d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, des partenaires commerciaux, pour obtenir et échanger des informations pertinentes ;
- Contribuer à aux activités de formation et de renforcement des capacités de la section à l'intention des praticiens de la justice pénale et d'autres autorités de contrôle des armes à feu, qui se déroulent à Vienne et sur le terrain ;
- Contribuer à l'assistance technique et de conseils dans les domaines du contrôle des armes à feu, tels que le marquage, la tenue de registres, la collecte, la gestion, la désactivation et la destruction des armes à feu, ainsi que d'autres mesures pratiques de prévention du crime et de désarmement ;
- Promouvoir la coopération internationale et l'échange régulier d'informations et de bonnes pratiques entre experts en armes à feu, praticiens de la justice pénale et autres autorités compétentes en matière de contrôle des armes à feu et de criminalité organisée, notamment par le développement et la maintenance d'outils pour la communauté de praticiens de la Section ;
- Organiser et participer de manière substantielle à des missions d'évaluation, des réunions, des ateliers/conférences, des groupes de travail et des réunions de groupes d'experts, ainsi qu'à des événements de formation et de sensibilisation ;
- Préparer des documents et contribuer à la préparation et à l'organisation de la Commission contre la criminalité, de la Conférence des Parties (COP) à la Convention contre la criminalité transnationale organisée et de ses Groupes de travail, ainsi que d'autres processus intergouvernementaux, selon les besoins ;
- Soutenir et conseiller les États Membres dans leurs efforts pour participer au Mécanisme d'examen de l'application du Protocole sur les armes à feu, en contribuant à l'analyse des documents finaux, en aidant à la préparation de la liste d'observations et en aidant aux travaux constructifs connexes tels que les Dialogues constructifs organisés en coopération avec les organismes de la société civile (OSC) ;
- Aider au développement d'outils d'assistance législative et technique spécialisés sur les armes à feu et la criminalité organisée, ainsi qu'à l'examen et à la mise à jour des outils et matériels existants, tels que le Programme de formation complet de la FTS ; mise à jour de la loi type et du guide législatif de l'ONUSD, élaboration de nouveaux documents thématiques, modules de formation, etc.
- Collecter et analyser des informations et données pertinentes sur les armes à feu et les domaines connexes provenant de sources officielles et secondaires ; superviser la saisie de données telles que le Questionnaire sur les flux illicites d'armes (IAFQ) et le téléchargement de données et d'informations pertinentes dans la plateforme d'information sur les armes à feu, et soutenir la maintenance de la saisie de bases de données pertinentes visant à surveiller les points sensibles d'armes à feu et les flux d'armes illicites ;
- Contribuer au développement d'études mondiales et thématiques périodiques, de documents thématiques et de rapports basés sur les conclusions des données ;
- Préparer des notes conceptuelles, des propositions de projet et des documents de révision de projet selon les besoins, et soutenir les fonctions connexes de mise en œuvre, de suivi, de reporting et d'évaluation du Programme mondial sur les armes à feu de la section ;
- Rédiger une variété de documents écrits conformément aux normes de l'ONU, tels que des notes d'information, des notes de discours, des rapports d'évaluation, des documents et des présentations liés aux activités du programme et du projet pour les cadres supérieurs ;
- Aider à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies et d'outils pour une meilleure intégration du genre et soutenir le suivi et l'analyse de sa mise en œuvre dans toutes les activités de la FTS ;

- Aider à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies visant à accroître la participation des organisations de la société civile aux activités menées par la FTS et à faciliter la communication et la coopération avec les acteurs de la société civile traitant du trafic d'armes à feu et des domaines connexes ;
- Aider à la mise en œuvre d'une stratégie de communication pour la FTS ; gestion et mise à jour régulière de la page Web de la FTS, préparation de supports d'information à l'appui de la FTS ; diffusion de matériels d'information aux gouvernements, aux bénéficiaires, aux ONG et au grand public ;
- Aider les efforts de la section dans les activités de collecte de fonds et de développement de programmes et aider à identifier des sponsors et donateurs potentiels ;
- Représenter la FTS, le cas échéant, lors de réunions, séminaires et conférences ;
- Effectuer d'autres tâches selon les besoins.

Attentes de résultat :

- Contributions de haute qualité aux documents préparés, y compris à la recherche ;
- Contribution efficace aux activités mises en œuvre par la FTS ;
- Contribution efficace à l'organisation avant, pendant et après la Conférence des Parties et la réunion du groupe de travail intergouvernemental connexe, en particulier le Groupe de travail sur les armes à feu.

IV. Qualifications et expérience

Éducation :

Diplôme universitaire supérieur en droit, criminologie, sciences politiques, relations internationales ou dans des domaines sociaux, politiques ou économiques connexes, avec une spécialisation sur la prévention du crime et la justice pénale, le désarmement ou les questions liées à la sécurité. Un diplôme universitaire de premier cycle assorti de deux années d'expérience qualifiante peut être accepté à la place du diplôme universitaire du niveau supérieur.

Expérience professionnelle:

Au moins 2 ans d'expérience professionnelle pertinente (quatre ans sans diplôme universitaire supérieur), dans l'un des domaines de travail suivants : prévention du crime et de la justice pénale, de préférence relative au trafic illicite d'armes, au crime organisé, au terrorisme ou aux formes connexes du crime; forces de l'ordre; pratique juridique et travail normatif en tant que procureur, juge, conseiller juridique ou domaines connexes ; recherche et analyse universitaires dans le domaine du développement international, de la paix et de la sécurité. Une expérience en gestion de programme dans le domaine du développement international ou de l'assistance technique est requise. Une expérience professionnelle dans le domaine du contrôle des armes, du désarmement, de la paix et de la sécurité est souhaitable. Une connaissance du cadre juridique international sur la criminalité transnationale organisée, le contrôle des armes, le blanchiment d'argent, le terrorisme et les domaines connexes est souhaitable. Une expérience dans le domaine de l'intégration du genre, de la communication, du travail avec des ONG, des OSC ou dans un domaine connexe mettant l'accent sur la prévention du crime et la justice pénale, le désarmement, la paix et la sécurité est souhaitable. Une expérience professionnelle dans la mise en œuvre de projets dans des pays en développement est souhaitable.

Langues :

L'anglais et le français sont les langues de travail du Secrétariat des Nations Unies. Pour le poste proposé, la maîtrise de l'anglais et du français, à l'oral et à l'écrit, est requise. La connaissance d'une autre langue officielle de l'ONU (de préférence l'arabe) est un atout.

Autres compétences:

Une capacité de recherches et d'analyses ainsi que la rédaction de rapports et des connaissances informatiques sont nécessaires.

Compétences de l'ONU :

Professionnalisme : Se montre fier/fière de son travail et de ses réalisations. Démontre une compétence

professionnelle et une maîtrise du sujet. Est consciencieux/consciencieuse et efficace dans le respect des engagements et des délais.

Possède une connaissance et une compréhension des théories, concepts et approches pertinents pour la prévention et la lutte contre la criminalité organisée, le trafic illicite d'armes à feu et/ou le désarmement, ainsi que les réponses internationales sur le sujet. Est informé(e) du cadre juridique international relatif aux drogues, à la criminalité et au terrorisme, y compris la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles supplémentaires. Est capable de mener des recherches, y compris des recherches juridiques, et d'analyser des informations sur un large éventail de sujets liés à la prévention du crime et de traduire les résultats de la recherche en stratégies concrètes, pratiques et axées sur leur impact. Connaît diverses méthodologies et sources de recherche, y compris les sources électroniques sur Internet, l'intranet et d'autres bases de données. A la capacité de rédiger des rapports concis et d'autres documents écrits officiels. Est capable de faire preuve de jugement dans le contexte des missions confiées, de planifier son propre travail et de gérer des priorités contradictoires. Est informé(e) et assume la responsabilité de l'intégration des perspectives de genre et de la participation égale des femmes et des hommes dans tous les domaines de travail. Est consciencieux/consciencieuse et efficace dans le respect des engagements, le respect des délais et l'obtention des résultats ; est motivé par des préoccupations professionnelles plutôt que personnelles ; fait preuve de persévérance face à des problèmes ou des défis difficiles ; reste calme dans les situations stressantes.

Planification et organisation : Développe des objectifs clairs et cohérents avec les stratégies convenues ; identifie les activités et les missions prioritaires ; ajuste les priorités au besoin ; alloue le temps et les ressources appropriés pour compléter le travail ; prévoit les risques et tient compte des imprévus lors de la planification de ses activités ; surveille et ajuste les plans et les actions si nécessaire ; utilise son temps de manière efficace.

Communication : Parle et écrit clairement et efficacement ; écoute les autres, interprète correctement les messages des autres et répond de manière appropriée ; pose des questions pour clarifier toute ambiguïté et manifeste un intérêt pour une communication bidirectionnelle ; adapte le langage, le ton, le style et le format au public ; fait preuve d'ouverture en partageant des informations et en tenant les gens informés.

Travail en équipe : Travaille en collaboration avec ses collègues pour atteindre les objectifs organisationnels ; sollicite des commentaires en valorisant véritablement les idées et l'expertise des autres ; est disposé(e) à apprendre des autres ; place l'agenda de l'équipe avant l'agenda personnel ; soutient et agit conformément à la décision finale du groupe, même lorsque ces décisions ne reflètent pas entièrement sa propre position.

V. Éléments d'apprentissage

Après sa mission, la/le JEA sera mieux informé(e) des questions liées à la fabrication et au trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, composants et munitions, ainsi que de leurs liens avec d'autres menaces graves, en particulier la criminalité transnationale organisée et le terrorisme, ainsi que des menaces qu'elles représentent pour la paix et la sécurité humaines et internationales, y compris la dimension de genre. La/le JEA aura une bonne compréhension des différentes formes et modes opératoires de ces crimes et de leur impact sur différents pays et régions ; elle/il aura une bonne compréhension des réponses et stratégies internationales, en particulier de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de son Protocole sur les armes à feu, ainsi que d'autres instruments, politiques et initiatives juridiques et politiques complémentaires pour contrer ces menaces ; elle/il pourra mieux connaître les différents programmes et initiatives que l'ONUDC met en œuvre pour aider les États à répondre à ces menaces, notamment dans le domaine des armes à feu ; et sera mieux informé(e) du travail des organes directeurs et des organes conventionnels, en particulier de la Conférence des Parties (COP) à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de ses groupes de travail.

Concrètement, elle/il sera capable de :

- Posséder une meilleure compréhension de la criminalité transnationale organisée, de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes ;

- Rédiger des ordres du jour, des rapports et des documents de discussion sur la question des armes à feu pour la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses groupes de travail ;
- Entreprendre des recherches, rédiger des documents de fond, des notes conceptuelles et des propositions de projets ;
- Rédiger les budgets des projets selon les normes de l'ONU ;
- Rédiger tout type de correspondance, des notes d'information, des présentations;
- Rédiger ou accompagner la rédaction de matériels de formation ;
- Concevoir et animer des séminaires de formation sur un ou plusieurs sujets liés aux armes à feu et au crime organisé, et assumer la responsabilité de l'organisation de séminaires et de conférences internationales ;
- Rédiger les termes de référence des missions et recruter des consultants ;
- Comprendre et appliquer les processus de l'ONU tels que les achats, le recrutement, les finances et la gestion de projets.

VI. Informations d'arrière-plan

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) est créé pour mettre en œuvre des actions contre le problème mondial de la drogue, l'activité criminelle mondiale et le terrorisme de manière intégrée, en abordant les questions interdépendantes du contrôle des drogues, de la prévention du crime et du terrorisme international dans le contexte du développement durable et de la sécurité humaine. L'État de droit, la sécurité et la justice vont de pair avec le développement, et un système de justice pénale juste, accessible, responsable, efficace et crédible qui favorise le développement socio-économique et humain à long terme. Les activités criminelles mondiales transforment le système international en posant une menace stratégique de plus en plus grande pour les gouvernements, les sociétés civiles et les économies. Les réseaux mondiaux de trafiquants ont également un impact majeur sur la démocratie et le développement ainsi que sur les affaires et la finance.

Les orientations politiques de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sont fondées sur : a) les conventions internationales relatives au contrôle des drogues, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses Protocoles.

Le travail de la Section découle logiquement de ces mandats et se reflète dans sa mission, qui est de « contribuer à l'instauration de la sécurité et de la justice pour tous en rendant le monde plus sûr contre la drogue, la criminalité et le terrorisme » (E/CN.7/2007/ 14-E/CN.15/2007/5).

Le développement est essentiel pour réduire la criminalité ainsi que l'offre mondiale de drogues. Toutefois, l'État de droit, la sécurité et la justice vont de pair avec le développement. Un système de justice pénale juste, accessible, responsable, efficace et crédible favorise le développement socio-économique et humain à long terme et agit comme un bouclier contre les effets de la criminalité, de la traite, de la corruption et de l'instabilité. Le développement et l'État de droit favorisent l'utilisation licite des ressources plutôt que leur abus criminel : trafic d'êtres humains, trafic de drogues et d'armes à feu et trafic illicite de migrants.

Au sein du Service de la criminalité organisée et du trafic illicite (OCB), la Section de la lutte contre le trafic d'armes à feu (FTS) soutient le renforcement des régimes nationaux et régionaux en matière d'armes à feu en vue de prévenir et de combattre la fabrication, le détournement et le trafic illicites d'armes à feu et de munitions, et de renforcer les capacités des États pour détecter, enquêter et poursuivre en justice les organisations criminelles engagées dans le commerce illicite des armes à feu et les formes connexes de criminalité organisée. La FTS suit une approche intégrale qui comprend a) la révision et l'amélioration des politiques et législations nationales sur les armes à feu ; b) soutenir la mise en œuvre de mesures préventives et réglementaires – gestion, marquage et tenue de registres des armes à feu, ainsi que activités de collecte et de destruction ; c) renforcer les réponses de la justice pénale au trafic d'armes à feu et aux crimes connexes, notamment la criminalité organisée et le terrorisme – grâce, entre autres, à des outils d'assistance technique et au renforcement des capacités ; d)

promouvoir et faciliter la coopération internationale et l'échange d'informations et e) soutenir l'identification des tendances et des modèles de trafic illicite d'armes à feu et suivre les étapes visant à atteindre la cible 16.4 des objectifs de développement durable grâce à la collecte et à l'analyse de données sur les armes à feu saisies.

L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) accueille favorablement la participation de candidats féminins et masculins dûment qualifiés à ses programmes de coopération technique. Les destinataires de cette description de poste sont donc invités à faire tout leur possible pour trouver et nommer des candidats appropriés, femmes et hommes, pour ce poste vacant.

De plus amples informations générales sur le travail de l'ONUDC sont disponibles sur www.unodc.org.